

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 695

semaine du
du 3 au 9 mars
2022



Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Non à la guerre en Ukraine !

Communiqué du Parti ouvrier indépendant - 25 février

Dans la nuit du 23 au 24 février, Poutine a ordonné à l'armée russe d'envahir l'Ukraine. Kiev et les principales villes d'Ukraine sont bombardées. La population, terrorisée, se jette sur les routes de l'exode pour fuir la guerre et les bombardements et tenter de trouver un refuge. Des scènes insoutenables, révoltantes, qui ne peuvent que susciter l'émotion, l'angoisse, les plus vives inquiétudes parmi les peuples de toute l'Europe.

Ni le peuple ukrainien, ni le peuple russe ne veulent de la guerre. Jeudi 24 février, des manifestations ont eu lieu en Russie pour l'arrêt de la guerre, manifestations immédiatement réprimées par le régime de Poutine.

Ce sont les régimes oppresseurs des peuples qui ont fabriqué les conditions de la guerre et qui alimentent l'engrenage meurtrier.

Poutine, en décidant l'invasion de l'Ukraine, cherche à préserver et à défendre les intérêts de l'oligarchie prédatrice dont il est le président.

Depuis plusieurs semaines, l'Otan masse des troupes et renforce sa présence militaire aux portes de la Russie et de l'Ukraine.

Derrière l'escalade guerrière : des intérêts économiques colossaux.

Rappelons que la Russie fournit 40% du gaz de l'Europe (55 % en Allemagne, 66 % en Pologne, 100 % en Finlande...).

Les Etats-Unis de leur côté, premier producteur mondial d'hydrocarbures, se battent pour de nouveaux débouchés. Biden réclame que cesse la dépendance de l'Europe au gaz russe.

Le moteur de la guerre, c'est l'affrontement que se livrent les monopoles impérialistes et les trusts pour le contrôle des marchés et le pillage des matières premières. L'impérialisme, c'est le militarisme et la guerre. Là est la fonction de l'Otan, bras armé de l'impérialisme américain. C'est l'Otan, rappelons-le, qui a bombardé la Serbie à la fin des années 1990 ; l'Otan encore, sous l'égide de laquelle, en 2001, a été déclenchée l'intervention militaire en Afghanistan...

Tout cela n'a rien à voir avec la démocratie et la souveraineté nationale.

La voie de la paix et de la souveraineté des peuples n'est ni du côté de Poutine, ni du côté de l'Otan, de l'Onu ou de l'Union européenne.

Elle n'est pas plus du côté de Macron qui, dans son intervention le 24 février, a appelé à se ranger derrière lui, utilisant aujourd'hui la guerre, comme hier la pandémie. « *Ne cédonz rien de notre unité*, a-t-il osé déclarer à l'adresse des Français. *Unité autour de nos principes de liberté, de souveraineté et de démocratie.* » « Liberté », « souveraineté », « démocratie » ? Macron n'a cessé de les fouler aux pieds toutes ces dernières années, en France même, et aussi en Guadeloupe et en Martinique, ou encore au Sahel.

« Les bombes pleuvent sur Kiev et les Bourses marchent désormais au son du canon. En une semaine, les cours de Dassault ou de Thales, parmi les premières entreprises de défense françaises, ont bondi de 20 %. Il faut dire que Thales en a rajouté en annonçant, jeudi 3 mars, les meilleurs résultats financiers de son histoire. »

(Lu dans la chronique économique du journal *Le Monde*, 5 mars 2022)

Lire au verso

**Jean-Luc Mélenchon :
« Rien, si peu que ce soit,
ne doit aller à la guerre »**

**Extraits
de son intervention
à l'Assemblée nationale,
le 1^{er} mars 2022**

**Aucune confiance aux gouvernements fauteurs de guerre !
Arrêt des bombardements !
Retrait des troupes !**

Jean-Luc Mélenchon :

« Rien, si peu que ce soit, ne doit aller à la guerre »

Extraits de son intervention à l'Assemblée nationale, le 1^{er} mars 2022

« **Q**uelles que soient les causes de l'invasion de l'Ukraine, rien ne peut l'excuser ni la relativiser. La menace qu'elle contient est celle d'une guerre mondiale totale, ce qui en fait un crime contre l'intérêt général humain de notre temps. Le gouvernement de M. Poutine en porte la totale responsabilité, puisque c'est lui, et personne d'autre, qui est passé à l'acte.

La politique est faite de réalités, de faits ! De la sorte, l'honneur de la condition humaine est évidemment dans la résistance des Ukrainiens, mais il est aussi dans la résistance des Russes eux-mêmes, de ceux qui, avec courage, manifestent contre la décision de guerre de leur propre pays. Ils témoignent de l'aspiration humaine universelle à la paix. Leurs manifestations nous donnent un modèle d'action. Elles minent politiquement la cohésion de l'appareil de décision gouvernemental russe. Ne l'oublions jamais : le peuple russe n'est pas notre ennemi. Nous, Français, ne le confondons pas avec le régime nationaliste en place. Nous savons désormais dans quelle alternative nous sommes enfermés. Aucune participation à la guerre ne pourrait rester limitée : action et réaction s'enchaîneraient implacablement et sans limite. Face à une puissance nucléaire comme la Russie, la destruction nucléaire générale serait l'horizon prévisible. D'ailleurs, M. Poutine n'a pas hésité à en menacer lui-même le monde. Dès lors, si frustrant que cela soit, le seul chemin rationnel est celui de la paix. Il porte un nom clair : la désescalade. Si frustrant que ce soit,

l'alternative reste simple : ou bien la diplomatie, ou bien la guerre totale. Tout doit aller à la diplomatie et rien, si peu que ce soit, à la guerre.

Méfions-nous des solutions improvisées et des confortos de postures. Les moyens que nous employons ne doivent jamais pouvoir se retourner contre nous. Or je regrette que l'Union européenne ait décidé de « *fournir des armements nécessaires à une guerre* », selon les termes du commissaire Josep Borrell, chargé des relations extérieures.

Un engrenage s'enclenche. Avec quelle légitimité ? Quand notre Parlement l'a-t-il décidé ? Pourquoi avoir rompu ce que le commissaire Borrell a lui-même qualifié de tabou de l'histoire de l'Union, à savoir le fait de ne jamais fournir d'armes à des belligérants ?

Pointer ces armes à partir de la Pologne, terre d'OTAN, n'est-ce pas se mettre à la merci de toutes les provocations des parties prenantes au conflit ?

Couper le circuit financier SWIFT, n'est-ce pas engager une escalade mondiale en poussant Russes et Chinois à utiliser désormais exclusivement leur propre circuit ? Quel avantage pour la paix ?

Mieux vaudrait prendre plutôt une initiative diplomatique radicale, c'est-à-dire accepter de traiter franchement, directement, le fond du problème posé : la sécurité de chaque nation en Europe.

(...) La solution existe aussi : c'est la proclamation de la neutralité de l'Ukraine. Le président Zelensky s'y est dit officiellement prêt. D'ailleurs cette neutralité avait été adoptée par le parlement de l'Ukraine en 1990, le jour du vote de sa déclaration de souveraineté,

par 339 voix contre 5. Dans ce document, l'Ukraine déclare solennellement son intention d'être un État perpétuellement neutre qui ne participe à aucun bloc militaire.

À cette heure, il s'agit de rendre la diplomatie plus profitable que la guerre. Il s'agit de contraindre les parties prenantes à la négociation.

Et si l'offre était faite, la contrepartie pourrait être le cessez-le-feu immédiat, pour que cesse le martyre des Ukrainiens. (...)

Souvenons-nous à cet instant, nonobstant les cris que vous poussez, du nombre des conflits de frontières qui s'expriment encore d'une façon ou d'une autre sur le sol du vieux continent. Aujourd'hui, treize pays sont concernés, soit le quart des nations du vieux continent. Cela prouve combien il vaudrait mieux convoquer à temps une conférence européenne des frontières qui permette de définir les modalités de règlement de chaque cas, et d'établir ainsi une doctrine partagée par tous.

(...) C'en est terminé du nouvel ordre mondial annoncé par George Bush en 1991. Le moment est venu d'une réorganisation générale. Poussées dans les bras l'une de l'autre par la stratégie des États-Unis, Russie et Chine font émerger un nouveau bloc.

(...) Le non-alignement est notre intérêt. Dans la situation mouvante de notre temps, nous ne devons être les obligés de personne. Il faut sortir de l'OTAN, organisation inefficace qui participe par sa volonté d'expansion aux tensions guerrières sur notre continent (...).

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

- 12 numéros : 20 euros 6 mois (25 numéros) : 35 euros
 1 an (51 numéros) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros
 10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.